

Ruée sur le pétrole et le gaz prisonniers du sous-sol d'Ile-de-France

Le pétrole reste rare mais les huiles et gaz d'hydrocarbures représenteraient un énorme gisement exploitable au risque de l'environnement si le prix mondial du baril dépassait les cent dollars.

Nous savons depuis longtemps que les quantités de pétrole extraites dans notre région restent pour l'instant très modestes ; et les réserves d'or noir "pas cher car facile à extraire" sont très faibles.

En 1958, PETROREP a mis en exploitation des puits à Coullommes-Vaucourtois en Seine-et-Marne, puis en 1980 ESSO Rep à Chaunoy et TOTAL à Itteville, plus récemment en 2003 LUNDIN International à Sancy-les-Provins, le pétrole étant expédié par camions ou oléoduc à la raffinerie de Grandpuits près de Nangis.

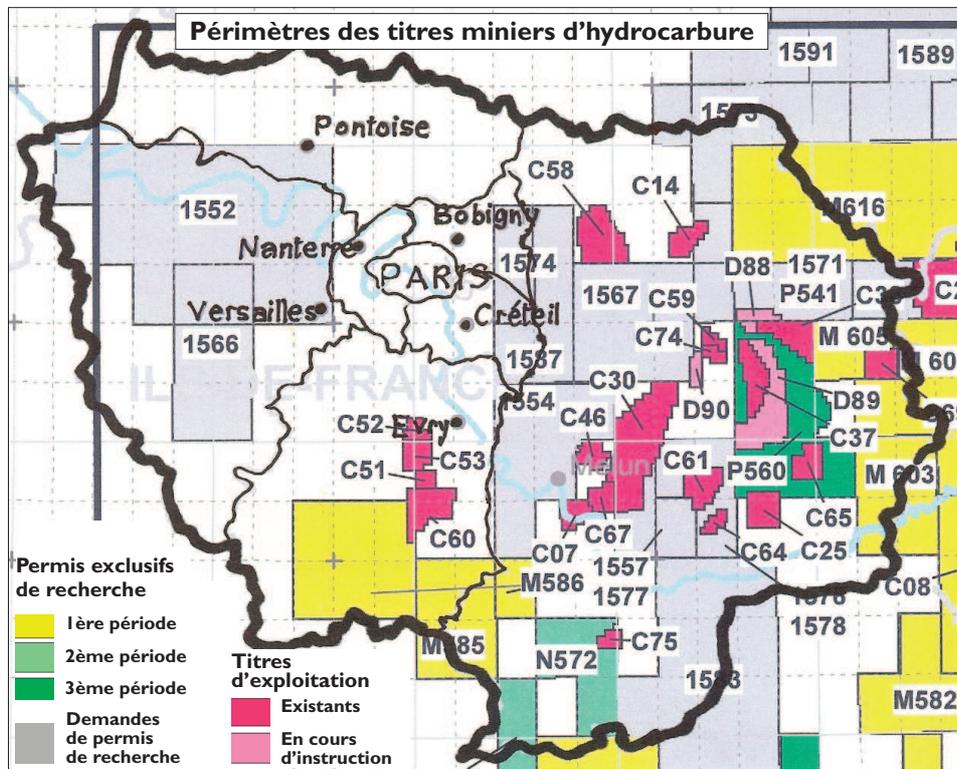
La production reste faible : 475 000 tonnes par an face à des importations dépassant 90 millions de tonnes.

Une nouveauté : les techniques ayant évolué, on sait désormais extraire pour un coût acceptable des huiles ou du gaz cachés entre 1 500 et 3 000 m de profondeur.

Pour les atteindre, il faut "fracturer" la couche de schistes kérobiteux (roches sédimentaires et non des schistes vrais) en injectant de très grosses quantités d'eau chaude mêlée à du sable (10 à 30 000 m³ par puits) contenant des détergents et autres produits chimiques très toxiques sous haute pression.

Cette opération de fracturation permet à la fois d'ouvrir des fissures dans la roche et de créer des cavités où vont s'accumuler huile et gaz, mais aussi de casser les longues molécules d'hydrocarbures pour les transformer en molécules plus courtes et plus fluides, plus facilement extractibles.

Les réserves mondiales de produits récupérables (connues sous le nom de *shale oil* et de *shale gas*) seraient supérieures à toutes les réserves de pétrole utilisées depuis leur mise en exploitation.



Extrait de la carte technique établie par le ministère de l'Énergie

Les Etats-Unis et le Canada se sont lancés très activement dans cette exploitation, ce qui pèse actuellement sur les cours mondiaux du gaz.

Sous notre Bassin parisien, deux compagnies américaines, Toreador Resources Corp. et Vermilion Energy Inc, ont demandé et obtenu des permis de recherche sur 8 000 km² et estiment les réserves à 100 Md de barils soit 16 Md de m³.

En Ile-de-France c'est la Brie qui posséderait le réservoir le plus important. Le ministère français de l'Énergie se pose néanmoins des questions : quelle est la fraction récupérable et quelles sont les coûts économiques voire écologiques. La hausse constante du prix du pétrole pourrait désormais rendre une exploitation économiquement viable.

La carte que nous reproduisons montre que désormais plus de 80 % de la Seine-et-Marne, plus des

2/3 des Yvelines et presque la moitié du 91 sont couverts par des demandes de permis de recherche pétrolière (en gris), des permis déjà accordés (en jaune ou vert), et des titres d'exploitation existants ou en cours d'instruction (en rose). Elles émanent d'une dizaine de compagnies.

Quels risques environnementaux ?

Au moment où toutes les instances scientifiques et économiques compétentes insistent pour que nos systèmes économiques se convertissent à un usage de plus en plus modéré des énergies fossiles émettrices de gaz à effet de serre, l'exploitation des réserves de schistes kérobiteux irait résolument à l'encontre des avertissements des spécialistes, comme le rappelait Benjamin Dessus dans le dernier numéro de *Liaison*. La perspective de ce type d'exploitation se situe

Energies fossiles

toujours dans la pensée unique "Après moi le déluge" et dans le droit fil du délire économique ne réfléchissant qu'à très court terme.

La limitation fiscale du recours au solaire, les obstacles dressées devant l'installation des éoliennes et la relance du nucléaire procèdent exactement de la même pensée alors que la plupart des pays européens (et autres) accélèrent leur équipement dans le domaine du renouvelable.

Rendement carbone aléatoire

Quel sera le rendement carbone de cette nouvelle technique d'extraction, si l'on prend en compte l'énergie qui va être dépensée pour réaliser les forages de reconnaissance, puis, pour exploiter, construire de nouveaux forages (qui doivent être assez rapprochés), comprimer et chauffer l'eau, traiter l'eau souillée, transporter les hydrocarbures extraits par camions, puis construire les oléoducs d'acheminement, etc. ? La question mérite d'être posée.

D'autant plus, par exemple, que l'un des problèmes majeurs en Seine et Marne est celui de l'eau : depuis plusieurs années nos nappes phréatiques sont très basses et ne parviennent pas à se recharger.

La préfecture a mis une grande partie du département en "crise sécheresse renforcée" depuis plus de deux ans sans interruption.

Comment pourra-t-on concilier les économies d'eau nécessaires avec cette nouvelle technique d'extraction qui consomme beaucoup d'eau ? Il faudra choisir : préserver la ressource en eau ou dérouler le tapis rouge aux industries du pétrole.

Notons que pour forer à 1 500 ou 3 000 m, il faudrait traverser les nappes d'eaux profondes de l'albien et du néocomien. Ces nappes sont la réserve d'eau stratégique pour l'alimentation des Franciliens. Eau d'excellente qualité que seuls des forages pour l'alimentation humaine devraient atteindre.

Or, les forages, à la fois de recherche et d'exploitation, les traverseraient à - 800 m avec un énorme risque écologique.

Les huiles mais aussi les produits de traitements utilisés (des milliers de tonnes de produits chimiques) risquent, en cas de fuites (fissures, etc.) de polluer les terrains mais aussi les eaux profondes et de surface.

Des processus toxiques

Nous ne sommes pas dans la science-fiction ! Aux Etats Unis et au Canada où ces techniques sont développées à grande allure et où existent déjà des milliers de puits de cette nature (Oregon, Texas, Pennsylvanie...), les associations locales se mobilisent pour dénoncer les effets sur l'environnement mais aussi sur la santé des habitants de ce système d'extraction. L'association Pennsylvania Land Trust a enregistré 1 614 infractions à la Loi sur 45 forages effectués en 1 an et demi... La principale observation porte sur la qualité de l'eau du robinet.

Un film a été tourné, "Gasland", montrant que l'on peut enflammer l'eau sortant des robinets des habitations proches des lieux d'extraction, ce qui tend à prouver que les forages d'eau potable sont contaminés.

Une raison de plus pour être vigilant. En Ile-de-France et dans les autres régions concernées par ses projets.

Marie-Paule Duflot

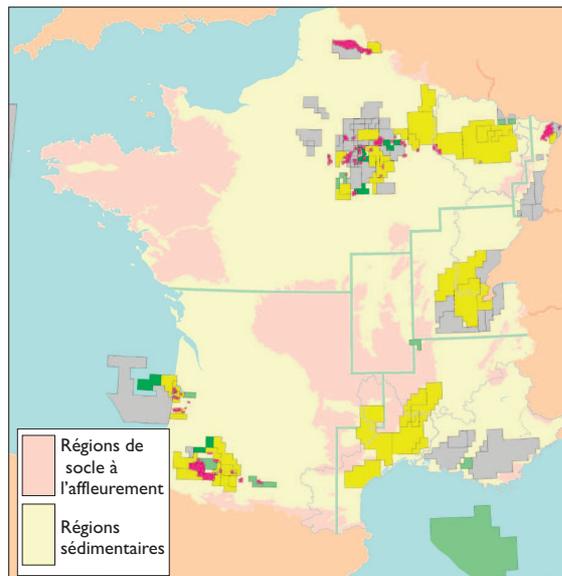
présidente

de Nature Environnement 77

vice-présidente d'IDFE

Michel Riottot

président d'IDFE



Développer des énergies renouvelables

Le soleil, le vent, la mer, la géothermie etc...offrent des gisements dont le potentiel est bien supérieur à toutes les réserves d'énergies fossiles.

Un exemple, le soleil est un fournisseur intarissable pour encore quelques milliards d'années d'énergie bon marché. Le rendement des panneaux solaires croit, en laboratoire on atteint maintenant 40 % de l'énergie émise.

Or, un coup de frein brutal est mis au développement en France de ce système alors que tous les industriels impliqués dans la filière sont d'accord pour une baisse du prix de rachat par EDF ; comme les filières éoliennes, géothermiques et hydro-marines.

Un débat public indispensable

Alors que les débats publics fleurissent partout en France, tous ces processus pétroliers mettant en jeu des sommes et des intérêts écologiques considérables, de grandes compagnies TOTAL, ESSO, HESS, ne font l'objet d'aucun débat. Alors qu'ils vont mettre en danger notre santé et notre environnement là où vivent près de 15 millions de personnes. Une réflexion s'impose avant de se lancer à corps perdu dans une aventure dont les risques à court terme comme à long terme sont encore mal cernés. Les "oilmen" ne s'embarassent pas beaucoup de précautions écologiques, leurs exploitations sur les 5 continents le démontrent allègrement. Nous, associations de protection de l'environnement demandons que non seulement des règles drastiques soient fixées mais qu'un corps spécifiques de surveillance soit mis en place...Notre pays réglemente beaucoup mais oublie très souvent de faire respecter ses règles. Nous en appelons aussi bien à nos associations qu'aux pouvoirs publics pour que soit clairement mis sur la table et discutés tous les enjeux à la fois économiques mais aussi environnementaux et de santé de la recherche pétrolière dans notre région.